EMPLOI DE VIE SCOLAIRE
AUXILIAIRE DE VIE SCOLAIRE
NON AUX LICENCIEMENTS
GRÈVE LE 9 JUIN

Lettre aux parents

350 personnes vont être licenciées au 1er juillet.

La responsabilité de l'Etat est directement engagée.

La qualité du service public d'éducation, exige de vrais emplois, une réelle formation pour les personnels.

Madame, Monsieur,

Au 1er juillet, **350 personnes** travaillant à l'aide à l'intégration scolaire d'enfants porteurs de handicap, à l'animation et à la vie des écoles (bibliothèque, informatique..) ou à l'aide administrative aux directeurs d'école **vont se retrouver au chômage.** La plupart après 3 années de travail mais certains après 2, 6 ou 11 années de service. Pour seul remerciement, une lettre attestant de leur engagement au service des enfants. **Au plan national** ce sont près de **45 000 personnes** qui sont dans la même situation.

- Le droit à la scolarisation et la priorité à l'accompagnement dans leur scolarité des enfants ayant un handicap affiché par le gouvernement restera un simple exercice de communication tant que le métier d'auxiliaire de vie scolaire ne sera pas reconnu.
- Imagine-t-on une succession, tous les ans ou les 2 ans, des personnes différentes pour assurer l'aide administrative à la direction d'école, les interventions polyvalentes (bibliothèque, informatique…) au sein des écoles ou pour l'accompagnement des élèves porteurs de handicap ? Chaque année, les enseignants, les directeurs-trices devraient recommencer leur travail en se transformant en « tuteurs / formateurs »

Avec la crise économique et financière, le chômage explose. Et dans le même temps, le gouvernement poursuit sa politique de réduction des emplois de fonctionnaires (- 30 900 en 2009, - 34 000 prévues en 2010) et propose de relancer les contrats aidés.

Mais, nous, qui allons être être licencié-e-s sommes en contrat avec l'Éducation nationale et nous occupons des emplois dont les écoles ont besoin !

L'Éducation Nationale a profité de notre travail et des compétences que nous nous sommes construit-e-s. Nous voulons que de vrais emplois soient créés pour assurer nos missions. Nous voulons que nos compétences soient reconnues et qu'une véritable formation nous soit apportée.

Dans l'attente de cette négociation pour de vrais emplois, nous demandons que les parlementaires et le gouvernement prennent la décision de maintenir les personnes actuellement en poste (c'est juridiquement possible).

Nous vous invitons à participer à la **manifestation départementale, MARDI 9 JUIN à 14h30, maison des associations.** Nous serons en grève ce jour là.

REFUSONS LA PRÉCARITÉ, EXIGEONS DE VÉRITABLES EMPLOIS !

A MISSIONS DURABLES, EMPLOIS DURABLES !